



La politique officielle des droits de l'homme ...

Par Waldemar Rossi, *retraité en métallurgie et coordinateur de la Pastorale Ouvrière de l'Archevêché de São Paulo.*

Source : *Correio da Cidadania* - 13 Mai 2011 –

http://www.correiodacidade.com.br/index.php?option=com_content&view=article&id=5829:rossi140511&catid=22:waldemar-rossi&Itemid=90

Traduction: Véronique Phelut & Philippe Roman pour *Autres Brésils*

Avec son expérience acquise au long des années de militantisme de gauche, et victime des crimes de la dictature militaire, Dilma s'est montrée emphatique en affirmant à d'autres pays que « *la défense des droits de l'homme, depuis toujours, et encore plus aujourd'hui, est au centre de notre politique extérieure. Nous allons les promouvoir et les défendre auprès de toutes les instances internationales, sans concessions, sans discriminations et sans critère sélectif, en cohérence avec les préoccupations que nous avons envers notre pays* ».

Dilma a révélé, et pas seulement par ces mots-là, combien elle est supérieure à son prédécesseur en termes de compréhension des problèmes qui touchent l'Humanité. Toutefois, cela signifie-t-il qu'elle a et aura une plus grande autonomie dans le traitement des questions internationales, surtout face aux grands intérêts défendus par les dirigeants des pays impérialistes? Ou sera-t-elle pieds et poings liés par les lobbies financiers qui ont financé sa campagne électorale? On ne peut oublier qu'il s'agit de près de 100 millions R\$, qui ne sont pas sortis de campagnes de financement populaires. D'ailleurs, c'est un problème relativement sérieux et déterminant dans la conduite de la politique des élus de tous les pays capitalistes. Et le Brésil ne fait pas exception. Selon le portrait de Jânio de Freitas dans son article paru le 24 avril dans le journal *Folha de domingo*, le grand défi de Dilma n'est pas dans la politique extérieure complexe mais dans «l'engrenage défectueux du gouvernement». Les problèmes majeurs sont internes, compte tenu de la position non enviable du Brésil en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme.

Du reste, dans ce domaine, nous sommes plus que disqualifiés. Un manque de logements populaires pour plus de onze millions de familles ; une réforme agraire renvoyée aux calendes, bien que nous ayons la plus grande surface de terres cultivables au monde et la plus grande concentration entre les mains des «*latifundiários*», les grands propriétaires terriens, la plupart étant des *grileiros*¹ sans scrupules, alors que nous assistons à l'achat de vastes étendues de terre par des entreprises étrangères; un manque d'assainissement de base dans plus de la moitié des municipalités; des indices de chômage, de sous-emploi et de travail précaire des plus hauts parmi les pays industrialisés; des salaires de misère

¹ Les *grileiros* falsifient des documents pour s'approprier des terres. Ce nom vient de la technique consistant à placer le papier falsifié dans une cage remplie de grillons (*grilos*) afin qu'il jaunisse et prenne une apparence plus véritable. On parle de *grilagagem* pour désigner ces pratiques. (Note du traducteur)



(pour les travailleurs, bien entendu); une distribution des revenus des plus malsaines (alors que nous sommes la 7ème, voire la 6ème puissance économique); un autoritarisme, une corruption et une impunité au sein des Trois Instances de Pouvoir ; une violence urbaine incontrôlable, une police corrompue et impliquée dans un indice record de criminalité; un système de santé publique au bord de l'abîme; une éducation publique de très mauvaise qualité, qui forme des générations et des générations de semi-analphabètes et analphabètes ; des nations indigènes décimées par les maladies de la « civilisation développée » et par les entreprises qui envahissent notre Amazonie; l'expulsion des populations vivant près des grands fleuves depuis plus d'un siècle, pour la construction de barrages qui n'intéressent que le grand capital spoliateur de nos réserves ; des surfaces urbaines énormes qui, outre les catastrophes, restent les cibles du risque éternel d'inondations ou de pluies torrentielles...

La liste des manquements aux droits les plus élémentaires pour le maintien et le développement de la vie de l'immense majorité du peuple brésilien est interminable, et de nature diverse. Nous savons que ce sont des problèmes hérités des cinq siècles d'exploitation de cette Terre de Santa Cruz, mais qui progressivement s'accroissent. Il faut déplorer le manque d'intérêt et d'engagement des élus envers le peuple à initier des changements de cap pourtant si nécessaires et qui ont été promis de manière démagogique dans des élections corrompues.

Des exemples récents nous poussent à nous demander si, de fait, Dilma trouvera un intérêt à écouter prioritairement les populations les plus défavorisées de ce pays, si on s'en réfère à ses promesses de campagne et discours de prise de pouvoir. A commencer par la formation de son équipe gouvernementale sur les questions économiques, qui indique la continuité de ce qui a été pratiqué depuis la dictature militaire, et dont l'axe principal est la garantie du maintien d'un pourcentage élevé du PIB alloué à ce fameux « excédent primaire ». Ensuite, nous avons eu droit à l'épisode ironique du "nouveau salaire minimum" (SM), qui nous octroie la misérable somme de R\$ 545 mensuels – un quart (1/4) du SM établi par la loi. Les membres du gouvernement déclarent sans cesse que des changements de la Constitution sont à prévoir, qui vont affecter principalement la Sécurité Sociale : recul de l'âge de la retraite bien méritée par le travailleur de 60 à 65 ans, auquel s'ajoute l'obligation de cotiser pendant 35 ans.

Comme chaque jour apporte son lot de surprises, nous apprenons que le gouvernement souhaite supprimer (dérober, voler) les pensions de réversion. On dit, dans les cas extrêmes, que c'est une "conversation ennuyeuse pour que le bœuf s'endorme". C'est la façon malhonnête de dire au peuple qu'il ne sera pas touché, que seuls les parasites perdront leurs privilèges, ce qui pourrait effectivement se produire avec un projet de réforme initial. Mais qui, comme on le sait, sera modifié par le Congrès, où campent les grands privilégiés, parmi les corrompus des plus divers, et où règne l'impunité la plus affichée. Sauf exceptions rares, ceux qui s'y trouvent ont été élus avec de l'argent gracieusement donné par les plus grands exploitants du peuple, et dont ils sont devenus les valets.

Effectivement, Jânio de Freitas a raison quand il pointe du doigt les graves problèmes liés aux droits humains qui frappent notre peuple et l'énorme défi des prétentions de Dilma Rousseff, selon ses déclarations publiques sur la scène internationale. Pour l'instant, il nous reste les préoccupations liées aux œuvres pharaoniques que devront payer la Coupe du Monde et les futurs J.O.(yeusetés !).



AUTRES BRESILS
21ter rue Voltaire
75011 Paris
Tel. : 01 40 09 15 81
www.autresbresils.net